



Accord-cadre de Fournitures et de Prestations de Services

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Etabli en application du code de la commande publique

Pouvoir adjudicateur – Acheteur :

Sycodem Sud Vendée
Pôle environnemental du Seillot
Allée Verte
85200 FONTENAY LE COMTE

Objet de l'accord-cadre :

**Location/entretien de vêtements de travail (EPI) pour les services
techniques du SYCODEM Sud Vendée**

Date d'établissement : Octobre 2025
Le présent document comporte 17 pages.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	4
1-1-Objet	4
1-2-Allotissement	4
1-3-Forme du marché	4
1-4-Durée du marché – Délais d'exécution	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS DE L'ACCORD-CADRE	4
3 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	5
4 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	5
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel	5
4.2 - Obligations du titulaire	5
4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire	6
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées	6
4.2.3 - Exercice des droits des personnes	6
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel	6
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations	7
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel	7
4.2.7 - Sort des données	7
4.2.8 - Délégué à la protection des données	7
4.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement	7
4.2.10 - Documentation	8
4.3 - Obligations de l'acheteur	8
ARTICLE 3 – CONDITIONS D'EXECUTION	8
3-1-Obligations générales	8
3-2-Mesures de sécurité	8
3-3-Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	8
3-4-Protection de l'environnement	9
ARTICLE 4 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS-DECISIONS APRES VERIFICATIONS	9
4-1-Nature des opérations	9
4-2-Frais de vérifications	9
4-3-Opérations de vérifications qualitatives et quantitatives	9
4-4-Décisions après vérifications	10
ARTICLE 5 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	10
5-1-Répartition des paiements	10
5-2-Contenu des prix	10
5-3-Variation des prix	11
5-4-Application de la taxe à la valeur ajoutée	11
ARTICLE 6 - PAIEMENT-ETABLISSEMENT DE LA DEMANDE DE PAIEMENT	11
6-1-Régime des paiements	11

6-2-Mode de règlement	11
6-3-Présentation des demandes de paiement	12
6-4-Intérêts moratoires	13
6-5-Avance	13
 ARTICLE 7 – CESSION DU MARCHE	 13
 ARTICLE 8 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	 13
 ARTICLE 9 - PENALITES	 14
9-1-Pénalités de retard	14
9-2-Pénalités pour manquement à la qualité de la prestation de lavage	14
9-3-Pénalités pour défaut de réparation ou de remplacement d'un équipement	14
9-4-Pénalités pour non-respect des dispositions du Code du travail relatives au travail dissimulé	15
 ARTICLE 10 – REGLEMENT DES DIFFERENTS ET LITIGES	 15
 ARTICLE 11 - RESILIATION	 15
 ARTICLE 12 – RESPONSABILITE DU TITULAIRE	 16
12-1-Assurance	16
12-2-Réparation des dommages	16
12-3-Gestion des sinistres	16
 ARTICLE 13 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	 17
 ARTICLE 14 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	 17

Article 1 - Objet du marché

1-1-OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture en location et l'entretien de vêtements de travail (EPI) pour les services techniques du Sycodem Sud-Vendée.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du présent accord-cadre.

Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date limite de remise des offres.

La procédure de consultation utilisée est la procédure adaptée en application des articles R2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique.

1-2-ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti.

1-3-FORME DU MARCHE

La consultation donnera lieu à un accord-cadre mono-attributaire, fixant toutes les stipulations contractuelles et donc exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles R.2162-2, R2162-13 et R.2162-1 du CCP.

Les bons de commande sont des documents écrits notifiés au titulaire qui préciseront celles des prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée et en détermineront les quantités.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : le Président de Sycodem dûment habilité à représenter l'acheteur ou son représentant.

Conformément à l'article R.2162-4 du CCP, l'accord-cadre est conclu sans minimum en valeur ou en quantité mais avec un maximum en valeur fixé, sur la durée totale de l'accord-cadre, à 60 500 €.

1-4-DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION

La durée de l'accord-cadre est de 4 ans à compter de la date de sa notification.

La date prévisionnelle de notification est fixée au 15 janvier 2026.

Les délais d'exécution des prestations sont les suivants :

- 7 jours calendaires à compter de la date de notification du marché ou à compter de la demande effectuée par mail pour les nouveaux agents pour la prise de taille
- 8 semaines à compter de la date de la prise de taille pour la fourniture et la livraison des EPI

Article 2 - Documents contractuels de l'accord-cadre

L'accord-cadre est constitué par les documents contractuels suivants.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'Acte d'Engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009. Les stipulations du CCAG-FCS s'appliquent au présent marché dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et à celles de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou que le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières n'y déroge pas. Bien que non joint au dossier, le CCAG-FCS est réputé connu des parties. Le CCAG-FCS applicable au présent marché est celui en vigueur à la date limite de remise des offres.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché;
- Le mémoire technique du titulaire.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date limite de remise des offres.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'Acte d'Engagement et du Bordereau des Prix Unitaires.

En ce qui concerne le Bordereau de Prix unitaires, il est précisé que les quantités qui y sont données sont indicatives et n'engagent pas l'acheteur. Elles sont données pour permettre à l'entreprise d'établir son offre. Il ne sera accordé aucune indemnité au titulaire si les quantités effectivement exécutées diffèrent de celles inscrites au Bordereau de Prix unitaires (BPU). Les prix unitaires seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 - DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

4.2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 - AUTORISATION DE DESIGNATION D'UN AUTRE PRESTATAIRE

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires.

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

4.2.3 - EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : accueil@sycodem.fr.

4.2.4 - NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : courriel

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel;

- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.2.5 - AIDE DU TITULAIRE DANS LE CADRE DU RESPECT PAR L'ACHETEUR DE SES OBLIGATIONS

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - MESURES DE SECURITE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 - SORT DES DONNEES

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

4.2.8 - DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

4.2.9 - REGISTRE DES CATEGORIES D'ACTIVITES DE TRAITEMENT

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;

- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.10 - DOCUMENTATION

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 - OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

Article 5 – Conditions d'exécution

5-1-OBLIGATIONS GENERALES

L'ensemble des prestations sera effectué en conformité avec le mémoire justificatif du titulaire, qui devra respecter scrupuleusement les objectifs exposés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Le personnel du titulaire est employé dans le respect des dispositions du Code du travail. Le recrutement, les salaires, les charges et frais afférents au personnel sont à la charge du titulaire.

La responsabilité du Sycodem ne pourra donc être recherchée en cas de différends entre le titulaire et son personnel.

Le titulaire est seul responsable pendant toute la durée du marché à l'égard des tiers, des conséquences des actes de son personnel et de l'usage des matériels.

5-2-MESURES DE SECURITE

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de respecter les dispositions particulières indiquées par le pouvoir adjudicateur.

5-3-PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail en France. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur,

afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

5-4-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution de marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Article 6 - Opérations de vérifications-décisions après vérifications

6-1-NATURE DES OPERATIONS

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérifications pourront avoir lieu à tout moment durant l'exécution des prestations. Elles sont effectuées par l'acheteur.

6-2-FRAIS DE VERIFICATIONS

Par dérogation à l'article 22.2 du CCAG-FCS, quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du titulaire.

Par dérogation à l'article 22.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. L'absence du titulaire, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

6-3-OPERATIONS DE VERIFICATIONS QUALITATIVES ET QUANTITATIVES

➤ Lors de la livraison du stock initial et des éventuelles livraisons en cours de marché

L'acheteur contrôlera les équipements au moment de leur livraison, en présence d'un agent du titulaire et d'un agent du Sycodem.

- D'un point de vue quantitatif, l'acheteur s'assurera que le nombre de vêtements livrés est conforme aux dispositions prévues par le présent marché.
Si la quantité fournie n'est pas conforme aux stipulations du marché, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :
 - + soit de reprendre l'excédent fourni ;
 - + soit de compléter la livraison.
- D'un point de vue qualitatif, l'acheteur s'assurera que les équipements respectent les spécificités et caractéristiques des tenues prévues à l'article 3 du Cahier des Clauses

Techniques Particulières. Un contrôle visuel sera effectué et portera sur l'aspect de l'équipement (coloris, accessoires, fermetures...).

➤ A l'issue des prestations d'entretien des vêtements

L'acheteur contrôlera les équipements au moment de leur livraison, en présence d'un agent du titulaire et d'un agent du Sycodem.

- D'un point de vue quantitatif, l'acheteur s'assurera que le nombre de vêtements livrés, après la prestation d'entretien, est identique au nombre inscrit sur le bordereau de retrait d'une part et de livraison d'autre part.
Si la quantité livrée n'est pas conforme aux bordereaux de retraits et/ou de livraison, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :
 - + soit de reprendre l'excédent livré ;
 - + soit de compléter la livraison.
- D'un point de vue qualitatif, l'acheteur s'assurera que le lavage ait été réalisé correctement. Il s'assurera également que les vêtements qui le nécessitaient ont bien été réparés ou remplacés. Un contrôle visuel sera effectué et portera sur l'aspect de l'équipement (coloris, accessoires, fermetures...), l'état des coutures, les accrocs, la visibilité de l'étiquette CE.

D'une manière générale, l'acheteur s'assurera que les équipements conservent leurs propriétés de protection des agents, notamment en termes de visibilité et que le protocole de lavage est appliqué de façon à assurer la durabilité et l'efficacité des équipements.

L'attention du titulaire est également attirée sur le fait que les réparations effectuées ne doivent en aucun cas altérer l'aspect général, ni les caractéristiques spécifiques des équipements (bande réfléchissante,...).

6-4-DECISIONS APRES VERIFICATIONS

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG FCS par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Toutefois, par dérogation à l'article 25.1 du CCAG FCS, le règlement de la demande de paiement vaut admission des prestations.

Article 7 - Modalités de détermination des prix

7-1-REPARTITION DES PAIEMENTS

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au prestataire de services titulaire et à ses sous-traitants;
- au prestataire mandataire titulaire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

7-2-CONTENU DES PRIX

Le marché est traité à prix unitaires figurant au Bordereau des Prix Unitaires.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix tiennent également compte de la mise à disposition par le titulaire, en nombre suffisant, au regard des quantités indicatives et des règles de change, mentionnées à l'article 4 du Cahier des Clauses Techniques Particulières, des équipements accessoires à l'exécution de la prestation, à savoir, les sacs à linge, les portants pour vêtements, les supports pour cintres et les supports pour sacs.

7-3-VARIATION DES PRIX

Les prix du présent accord-cadre sont révisables annuellement par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Le coefficient de révision applicable (A) est donné par la formule de variation suivante :

$$A = 0.15 + 0.85(I_n)/(I_o)]$$

- Les valeurs prises par l'index de référence Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 03.1.4 - Nettoyage, réparation et location d'articles d'habillement – identifiant Insee 001763519

I_o : valeur de l'index de référence du mois Mo d'établissement des prix du marché (soit octobre 2025)
 I_n : valeur de l'index de référence du mois qui précède la nouvelle période de révision périodique. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

L'index de référence, publié par l'INSEE, est l'index 001763519 « Nettoyage, réparation et location d'articles d'habillement ».

Le coefficient de variation des prix A est arrondi au millième supérieur.

7-4-APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

Article 8 - Paiement-établissement de la demande de paiement

8-1-REGIME DES PAIEMENTS

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG FCS.

8-2-MODE DE REGLEMENT

Les règles relatives au délai global de paiement sont celles fixées par la réglementation en vigueur, applicable au pouvoir adjudicateur contractant et, à la date de publication de l'avis d'appel public à la concurrence afférent au présent accord-cadre, le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés public, modifié.

Le règlement des dépenses se fait par virement bancaire. Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours.

8-3-PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

⇒ Par voie électronique

Le décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe l'entrée en vigueur de l'obligation de transmission des factures électroniques par les titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct :

- Au 1^{er} janvier 2017 pour les grandes entreprises et les personnes publiques,
- Au 1^{er} janvier 2018 pour les entreprises de taille intermédiaire,
- Au 1^{er} janvier 2019 pour les petites et moyennes entreprises,
- Au 1^{er} janvier 2020 pour les microentreprises.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, le pouvoir adjudicateur acceptera les factures transmises par les titulaires et les sous-traitants admis au paiement direct, conformément à l'article 1^{er} de l'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, sous réserve qu'elles comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique

5° Le code d'identification du service en charge du paiement

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire

9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération

10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement

11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures électroniques devront comporter les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques seront effectués sur le portail de facturation Chorus Pro, disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation du portail de facturation, conformément aux dispositions des articles 1^{er} à 3 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, est exclusive de tout autre mode de transmission. Toute facture transmise en dehors du portail de facturation sera rejetée par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article 4.II dudit décret.

La date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur correspond :

- 1/ lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé, à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur la solution mutualisée Chorus Pro.
- 2/ lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service, à la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur cette solution mutualisée.

8-4-INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

8-5-AVANCE

Sauf renoncement du titulaire porté à l'Acte d'Engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable. Elle est versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € hors taxes et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article R2191-3 et suivants du CCP. L'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande à hauteur du montant de l'avance. Cette garantie à première demande pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du bon de commande, sous réserve de la constitution de la garantie à première demande ou de la caution personnelle et solidaire. A défaut, le délai de paiement de l'avance court à partir de la date de constitution de la garantie à première demande, ou de la caution personnelle et solidaire.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et 12 du CCP. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant TTC du bon de commande.

Article 9 – Cession du marché

Le présent marché ne pourra faire l'objet d'une cession totale ou partielle par le titulaire qu'après autorisation du Sycodem intervenue par délibération de son comité syndical. Toute cession réalisée sans autorisation préalable est sans effet à l'égard du Sycodem.

Article 10 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, demandes de paiement, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal ; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Les candidats se référeront aux dispositions du titre IV, chapitre 2 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pour connaître les modalités pratiques du recours à la sous-traitance.

Article 11 - Pénalités

Le pouvoir adjudicateur peut infliger des pénalités au titulaire.

Les pénalités sont cumulables et les sommes correspondant à ces pénalités seront directement précomptées sur celles dues au titulaire. Celui-ci sera informé, par courrier en lettre recommandée avec accusé réception, que les sommes en cause ont été précomptées.

Leur établissement et leur paiement n'exonèrent pas le titulaire de son éventuelle responsabilité vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, des usagers et des tiers.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché.

11-1-PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, lorsque le délai global de prise de taille et de livraison du stock initial est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 150 € par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, lorsque la date de livraison des équipements après lavage est dépassée, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

11-2-PENALITES POUR MANQUEMENT A LA QUALITE DE LA PRESTATION DE LAVAGE

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 10 € par vêtement en cas de manquement à la qualité de la prestation de lavage.

11-3-PENALITES POUR DEFAUT DE REPARATION OU DE REMPLACEMENT D'UN EQUIPEMENT

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 20 € par vêtement dégradé non

réparé ou par vêtement ayant dépassé le nombre de lavage non remplacé.

11-4-PENALITES POUR NON-RESPECT DES DISPOSITIONS DU CODE DU TRAVAIL RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE

En vertu de l'article L. 8222-6 du Code du travail, le titulaire de l'accord-cadre qui, après mise en demeure, ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, encours une pénalité représentant 10% du montant hors taxes du détail quantitatif estimatif en cours d'exécution, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

Article 12 – Règlement des différends et litiges

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose au comité consultatif de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées à l'article L.2197-3 du code de la commande publique.

Si les parties ne parviennent pas à un règlement amiable, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 13 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 31 du CCAG-FCS, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG-FCS, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 30 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, il ne sera versé aucune indemnité de résiliation au titulaire.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire en raison de ses fautes.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire.

Article 14 – Responsabilité du titulaire

14-1-ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances (responsabilité civile, dommage aux biens, responsabilité civile atteinte à l'environnement, bris de machines,...) permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution, l'inexécution ou la mauvaise exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Ces attestations font notamment apparaître la tenue à jour par le titulaire des primes dues pour la période de garantie considérée.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

14-2-REPARATION DES DOMMAGES

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est seul responsable et assume intégralement la charge des dommages que l'exécution, l'inexécution ou la mauvaise exécution des prestations peut causer :

- à son personnel, aux agents du Sycodem ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant au Sycodem ou à des tiers ;
- à l'environnement.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sanctions administratives et financières prononcées à son encontre par l'autorité compétente en cas d'infraction du titulaire aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

14-3-GESTION DES SINISTRES

Le titulaire, ainsi que ses sous-traitants et/ou cotraitants éventuels, interviennent pour l'exécution de leurs prestations dans les locaux du Sycodem. En conséquence, le titulaire, ainsi que ses sous-traitants ou cotraitants éventuels doivent se comporter en bon père de famille avec les équipements et infrastructures mis à leur disposition par le Sycodem.

En cas de dommages matériels causés sur les équipements dans l'enceinte des lieux d'exécution par le titulaire ou ses sous-traitants et/ou cotraitants éventuels, lors de l'exécution des prestations :

- un constat amiable doit être rempli par le titulaire de manière systématique,
- le constat doit être envoyé au Sycodem par le titulaire.

Le titulaire est seul responsable vis-à-vis de son assureur de la déclaration des sinistres.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, le pouvoir adjudicateur de tout sinistre et à informer ce dernier de leur gestion (déclaration auprès de la compagnie d'assurances, échanges avec cette dernière, engagement d'une procédure contentieuse, etc., ...).

Article 15 – Exécution aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 16 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS par l'article 2 du CCAP
Dérogation aux articles 22.2 et 22.3 du CCAG FCS par l'article 4-2 du CCAP
Dérogation à l'article 25.1 du CCAG FCS par l'article 4-4 du CCAP
Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article 9 du CCAP
Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS par l'article 9-1 du CCAP
Dérogation à l'article 33 du CCAG FCS par l'article 11 du CCAP